

COMMENT SE DÉROULE UNE MÉDIATION ?

A tout moment, l'une des parties et/ou le médiateur peuvent mettre fin à la médiation

SAISINE DU MEDIATEUR

La collectivité ou l'agent saisit le médiateur de CDG, celui-ci s'assure, avant le début de la médiation, que les parties acceptent le processus contradictoire et amiable de médiation. Interruption du délai de recours au juge administratif.

ENTRETIENS INDIVIDUELS

Le médiateur prend connaissance des faits à l'origine du différend et de la perception qu'en a chacune des parties.

SESSION(S) PLENIERE(S)

L'employeur, l'agent, et leurs accompagnants, le cas échéant, se réunissent avec le médiateur afin de rechercher une solution acceptable pour tous.



ACCORD TROUVE : Un protocole d'accord est rédigé et signé par deux parties = FIN DU PROCESSUS



ACCORD NON TROUVE : Le médiateur constate l'absence d'accord et rédige un procès verbal de fin de médiation.

FIN DE PROCESSUS: Saisine du juge possible, nouveau délai de recours de 2 mois pour saisir le juge administratif, le cas échéant.

LE CDG, TIERS DE CONFIANCE RECONNU



Dans cette perspective, les centres de gestion doivent proposer par convention aux collectivités une nouvelle mission de médiation préalable obligatoire (MPO) dans certains domaines relevant de leurs compétences.



Pour toute information complémentaire, adresser vous à votre CDG.
<http://www.cdg87.fr>



Autorité territoriale d'une collectivité ou d'un établissement public affilié(e) au CDG

CELA VOUS CONCERNE !



DE QUOI S'AGIT-IL ?

Souvent à l'origine de désaccords entre employeur public et agent territorial, le statut de la fonction publique peut vous conduire devant le Tribunal administratif.

Pour éviter le recours au juge administratif, il existe des modes de règlements alternatifs aux conflits parmi lesquels, **la médiation**.

- C'est un **processus structuré** par lequel 2 ou plusieurs parties tentent de parvenir à une solution concrète et adapté en vue de la résolution amiable de leur litige, avec l'aide d'un **tiers neutre**, extérieur et impartial, le médiateur.
- Un processus reposant sur le **libre engagement des participants** et exigeant, à tout moment, l'accord de tous.



FOCUS

SUR LE MEDiateUR DU CDG

- Un agent d'un CDG, nommé par le Président
- Présentant des garanties de probité, d'honorabilité
- Compétent sur les sujets qui lui sont confiés
- Agissant dans le cadre de la loi et le respect des personnes, en garant du bon déroulement du processus
- Spécifiquement formé à la pratique de médiation (formation initiale et continue)
- Accomplissant sa mission avec impartialité, indépendance et diligence
- Extérieur au différend qui vous concerne
- Adhérent à la charte des Médiateurs des Centres de Gestion



LES AVANTAGES

- Délai
- Coût
- Efficacité
- Opérationnalité
- Portée



VOIE CONTENTIEUSE

- 1 an
- Honoraires avocat et frais de procédure
- Décision unilatérale et publique
- Possibilité d'appel du jugement
- Obligations de moyens et de résultats



MÉDIATION PRÉALABLE

- 1 à 3 mois
- Modéré
- Accord négocié et confidentiel
- Caractère exécutoire de l'accord
- Obligations de moyens

QUELS DOMAINES DE COMPÉTENCE ?



Le reclassement suite à un avancement de grade ou une promotion interne



Certaines positions statutaires relatives à la sortie provisoire de la fonction publique et au retour au sein de la fonction publique



La formation professionnelle



Certaines mesures en faveur des travailleurs en situation d'handicap



L'adaptation des conditions de travail pour raison de santé



La rémunération

COMMENT ADHÉRER A LA NOUVELLE MISSION ?

Les collectivités et établissements publics affiliés au CDG et intéressés par cette nouvelle mission doivent impérativement délibérer en ce sens et signer une convention de mise en oeuvre de la mission.

Il convient donc, de :

- délibérer sur le principe de l'adhésion à la nouvelle mission
- signer une convention avec le Président du Centre de gestion, précisant les conditions générales d'adhésion à la médiation, le domaine d'application, le rôle du médiateur, la tarification de la mission et les éléments de procédure.

QUEL EST LE COÛT DE LA MISSION ?

Aucun droit d'entrée n'est facturé par le CDG lors de votre adhésion à la mission (délibération et convention précitées).

En revanche, toute saisine du médiateur, jugée recevable, fera l'objet d'une participation financière de la collectivité employeur concernée, à raison de:

400 € par médiation de 8 heures* pour les collectivités et établissements public affiliés au CDG

Un montant de **50€/heure supplémentaire** de mobilisation du médiateur est susceptible d'être ajouté à cette participation financière.

QUI EST CONCERNÉ ?

- Tous les employeurs du département affiliés du CDG souhaitant limiter le risque contentieux avec leurs agents.
- Tous les agents publics du département, dont l'employeur a adhéré à la nouvelle mission MPO du CDG.

